

Alberto Alesina : « Vis-à-vis de la redistribution, les Américains sont excessivement optimistes et les Européens excessivement pessimistes »

Tribune

Alberto Alesina

Economiste

Parce qu'ils surestiment leur mobilité sociale, les Américains sont plus hostiles à l'Etat-providence que les Européens qui, à l'inverse, la sous-estiment, montre l'économiste dans une tribune au « Monde ».

Tribune. L'Etat-providence est plus généreux en Europe continentale qu'aux Etats-Unis. En France, les dépenses publiques, dont les dépenses sociales représentent une part croissante, avoisinent 60 % du PIB, contre moins de 40 % outre-Atlantique. Pourtant, malgré la forte croissance des inégalités intervenue aux Etats-Unis au cours des dernières décennies, les études ne font pas apparaître une augmentation de l'exigence de redistribution. Cette différence d'attitude trouve son origine dans l'histoire respective des deux continents.

De longs siècles de féodalisme et de fortune conditionnée par la naissance ont rendu les Européens pessimistes à l'égard de la mobilité sociale. Les Américains, eux, considèrent la possibilité d'ascension sociale comme un substitut à la redistribution : si les pauvres les plus méritants sont capables de sortir de leur condition, il est inutile de les aider par la générosité publique, et ceux qui ne s'en sortent pas par leurs propres moyens ne la méritent pas. Les Européens, dans leur grande majorité, estiment, eux, que les pauvres sont malchanceux, qu'ils sont dans l'incapacité d'améliorer leur sort même quand ils s'y efforcent, et que par conséquent, ils ont besoin de l'aide et de la protection des gouvernements face à une économie de marché impitoyable et inéquitable.

Préférences historiques

Une étude menée auprès d'un échantillon représentatif de citoyens américains, français, britanniques, italiens et suédois ([« Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution »](#), Alberto Alesina, Stefanie Stantcheva, Edoardo Teso, *American Economic Review*, mars 2018) montre pourtant que le degré américain de mobilité intergénérationnelle est en réalité légèrement inférieur à celui des autres pays. La probabilité qu'un enfant né dans le quintile le plus bas de la distribution des revenus aux Etats-Unis parvienne à se hisser dans l'un des deux plus hauts quintiles est de 20 %, alors qu'elle est de 24 % en France et de 28 % en Suède. Les Américains sont pourtant convaincus que la mobilité intergénérationnelle est plus forte dans leur pays qu'en Europe.

Au contraire, les Français ont tendance à surestimer la proportion d'enfants nés dans le plus bas quintile de la distribution des revenus qui ne réussiront pas, une fois adultes, à sortir de la pauvreté. Les Américains sont donc excessivement optimistes et les Européens excessivement pessimistes quant à la mobilité

intergénérationnelle, et ces points de vue déterminent des préférences différentes vis-à-vis de la redistribution.

Une seconde différence historique entre les Etats-Unis et l'Europe est liée à la diversité. Economistes, psychologues et historiens ont montré que la générosité publique et privée, la confiance et la coopération s'observent beaucoup plus au sein d'un même groupe ethnique, « racial » ou religieux. Les Etats-Unis ont toujours été un pays beaucoup plus diversifié que l'Europe en termes de « races », de religions et d'origines ethniques. Dès lors que les pauvres sont considérés comme « différents », autrement dit comme une minorité – principalement afro-américaine –, ils sont moins susceptibles d'être jugés méritants que s'ils appartenaient au groupe dominant d'origine anglo-saxonne. Il en est de même, par exemple, pour les immigrés mexicains.

Générosité et immigration

Les pays européens ont toujours été beaucoup plus homogènes. Aujourd'hui toutefois, ils sont confrontés à l'arrivée massive et rapide de migrants d'autres régions du monde. Ces flux migratoires affectent fortement les préférences en matière de redistribution ([« Immigration and Redistribution »](#), Alberto Alesina, Armando Miano, Stefanie Stantcheva, *NBER Working Paper*, 2018). Aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens, les personnes interrogées surestiment largement le nombre d'immigrés dans leurs pays respectifs (en France, par exemple, les sondés l'estiment à 29 % de la population, alors que la proportion réelle est de 12 %). Ils sous-estiment en revanche largement le statut économique des immigrés du point de vue du capital humain : leur taux d'emploi, leurs qualifications, leurs revenus et leurs contributions aux prestations sociales.

Or, plus ces personnes sont convaincues du faible statut économique des immigrés, plus elles sont hostiles à la redistribution. Dans les régions où la présence d'immigrés est plus importante, les autochtones sont moins favorables à la redistribution. Cette attitude est surtout le fait de personnes se positionnant à droite de l'échiquier politique, et elle est particulièrement répandue dans les pays où l'Etat-providence se montre généreux, comme la France.

Le choc entre la générosité de l'Etat-providence et l'arrivée d'un nombre important de migrants en Europe est une source inévitable de tensions croissantes, notamment au sein de la gauche. Généralement plus favorable à l'Etat-providence, celle-ci pourrait voir le soutien de l'opinion à ce dernier s'effriter en raison de la perception, justifiée ou stratégiquement exagérée par les partis de droite, de la générosité croissante de l'Etat-providence à l'égard des migrants au détriment des autochtones.

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Alberto Alesina est professeur d'économie politique à Harvard, et auteur avec Edward Glaeser de *Combattre les inégalités et la pauvreté - Les Etats-Unis face à l'Europe* (Flammarion, 2006).

Trois conceptions de la justice sociale

Les différences de perception entre Européens, Américains et Japonais sur la légitimité des inégalités de revenus créent des attentes diverses sur le rôle de l'impôt et de l'Etat providence.

Bien que le président de la République Emmanuel Macron ait déclaré le 18 mars qu'un « grand soir fiscal » n'était pas à l'ordre du jour, les inégalités et la redistribution par l'impôt figurent parmi les principaux thèmes abordés par les Français lors du grand débat national. Comment ces sujets sont-ils abordés dans d'autres pays ? A quelles conditions est-il possible de réformer la fiscalité ? Ce sont les questions abordées par une vingtaine de chercheurs venus de plusieurs pays d'Europe, des Etats-Unis et du Japon pour un séminaire « Inégalités et préférence pour la redistribution » à l'Ecole d'économie de Paris les 18 et 19 mars,

dans le cadre d'un programme de recherche de la Fondation France Japon de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.